Note d'éducation permanente

de l'ASBL Fondation Travail-Université

www.ftu.be

N°2024 - 12, décembre 2024

Dimension culturelle du capitalisme-2

Néolibéralisme : le marché concurrentiel au cœur des rapports sociaux

Une analyse de Anne-France MORDANT

Le capitalisme est un système économique basé sur le principe d'accumulation illimitée du capital. Mais il est loin de se cantonner à la sphère économique. Il interagit avec notre manière de penser l'Etat, la citoyenneté et la politique, il influence nos modes de relations personnels et familiaux, il imprègne nos subjectivités, il s'appuie sur nos valeurs morales et les infléchit, bref, il comporte une dimension éminemment culturelle. Lorsque nous avons décidé à la FTU d'élaborer un dossier de publications sur le capitalisme, il nous a paru important d'en disséquer autant les ressorts économiques que la dimension culturelle. L'approche économique fait l'objet d'une étude intitulée Au cœur de la dynamique du capitalisme[1].

Quant à la dimension culturelle, nous la déclinons en trois analyses : la première porte sur les justifications morales qui accompagnent le système économique capitaliste dans une perspective historique[2] ; la seconde s'arrête sur le néolibéralisme et cherche à circonscrire ce phénomène social ; la troisième souhaite approfondir la dimension culturelle du

---

1 LAMBERT Louise, « Au cœur de la dynamique du capitalisme », FTU, Etude n°2, Décembre 2024.

2 MORDANT Anne-France, « Dimension culturelle du capitalisme-1. Un « esprit » pour justifier le capitalisme », FTU, Analyse n°11, Décembre 2024.

capitalisme à l'échelle individuelle, avec comme porte d'entrée les « affinités électives » qui existent entre le champ du « bien-être » et le capitalisme néolibéral[3].

Dans ce deuxième volet, nous souhaitons donc nous arrêter sur la phase contemporaine du capitalisme, à savoir la période néolibérale qui a commencé dès les années 1980. Avec le néolibéralisme, les principes d'accumulation, de marchandisation, de rationalisation, de dérégulation, de concurrence et d'efficience propres au capitalisme déteignent sur l'ensemble de la sphère sociale et politique, de même que sur les subjectivités individuelles. Bien qu'au sein de la société civile et de ses organisations sociales, nous ayons intuitivement conscience de ce phénomène, nous n'avons pas toujours les éléments d'analyse pour le circonscrire. Cela se traduit par une question récurrente au sein de nos espaces de formations : « Mais au fond, qu'est-ce que le néolibéralisme » ? Tenter de répondre à cette question appelle une analyse aux approches multiples. C'est pourquoi, dans cette contribution, nous ajouterons au point de vue économique les approches philosophique et anthropologique.

Nous verrons ainsi, dans un premier temps, comment le capitalisme, lorsqu'il entre dans sa phase néolibérale, fait disparaitre l'Etat Providence au profit d'un Etat protecteur du marché. Nous explorerons ensuite les rapports entre néolibéralisme et pouvoir politique en nous appuyant sur l'approche philosophique développée par Michel Foucault. Nous chercherons enfin, avec les anthropologues Saskia Simon et Emmanuelle Piccoli, à identifier les caractéristiques et les conséquences du néolibéralisme lorsqu'il est à l'œuvre dans le champ social.

DE L'ETAT-PROVIDENCE A L'ETAT PROTECTEUR DU MARCHE

A l'aube des années 1980, les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979 ont sonné le glas de la croissance économique des Trente glorieuses. La crise économique s'installe tandis que l'économie se réfugie dans la finance. Afin de maintenir un taux de profit élevé pour les entreprises, les salaires sont rabotés et l'Etat-Providence décrié. Le capitalisme, qui a déjà mué plusieurs fois au cours de son histoire, se transforme à nouveau. On entre désormais dans l'ère néolibérale.

D'un point de vue économique, le néolibéralisme désigne un ensemble de doctrines, théorisées dès les années 1930[4], qui dénoncent l'interventionnisme étatique. Ces théories préconisent une économie de marché sans entrave pour favoriser la circulation des capitaux. Elles promeuvent la réduction du rôle de l'Etat, un abaissement des salaires et des impôts ainsi qu'une diminution drastique des dépenses publiques qui passe par le dé-financement et la privatisation des entreprises et services publics. En somme, comme le souligne Louise Lambert : « Le néolibéralisme ne signifie pas moins d'Etat mais un Etat fort qui transforme la

3 MORDANT, Anne-France, « Dimension culturelle du capitalisme-3 ». Analyse à paraître en 2025

4 Voir les travaux de F. Hayek, W.Lippmann, L. Rougier ou plus tard M. Friedman

régulation en faveur du marché »[5].

Présenté comme un remède à la dette du Tiers-monde, le néolibéralisme fut imposé par le Fonds Monétaire International et la Banque mondiale aux Pays du Sud sous la forme de plans d'ajustements structurels dès le début des années 1980. De même, les Etats-Unis de Ronald Reagan et l'Angleterre de Margaret Thatcher eurent massivement recours aux préceptes néolibéraux : coupes dans les dépenses sociales, attaque des syndicats et du droit au chômage, privatisation du secteur public, dérégulation du secteur bancaire font exploser les inégalités. Quant à l'Europe continentale, elle adopta le point de vue néolibéral mais mis plus de temps à appliquer l'ensemble de ses préceptes.

LE NEOLIBERALISME ET LA QUESTION DU POUVOIR

On le voit, le néolibéralisme s'est installé avec le concours de l'Etat et du monde politique. Comment l'expliquer ? Pour comprendre comment le néolibéralisme influe sur la politique, l'Etat mais aussi sur les organisations sociales et les populations, nous proposons d'avoir recours à l'approche philosophique développée par Michel Foucault.

Une intuition de Foucault est que, dans notre modernité, le pouvoir ne vient pas d'en haut. Il est distribué, diffus, réticulaire, invisible : c'est un ensemble, un réseau de relations, un système capillaire, qui se fonde sur des savoirs. Foucault distingue, dans les sociétés occidentales, trois régimes de pouvoir qui se sont succédés et/ou se sont superposés : la *souveraineté royale* où le roi exerce un pouvoir vertical de vie et de mort sur ses sujets ; le *régime disciplinaire* qui se développe avec le capitalisme industriel et contribue à sédentariser les êtres humains sur un territoire dans le but de les rendre productifs et de les attacher à l'appareil de production ; et la *biopolitique ou société de contrôle* qui se focalise sur la population, « ses problèmes spécifiques et ses variables propres : natalité, morbidité, durée de vie, fécondité, état de santé, fréquence des maladies »[6]. Avec le concept de *biopolitique*, Foucault essaie de comprendre comment, depuis le 17e siècle, les rapports entre politique et individus se resserrent. Selon lui, ce resserrement passe par la production de normes juridiques pour contrôler les mœurs, les esprits, les corps et les populations.

Dans *Naissance de la biopolitique* (1978-1979), cours donné au collège de France, il procède à une analyse du néolibéralisme. Selon lui, il ne s'agit pas de considérer le *néolibéralisme* comme une idéologie, à savoir un ensemble d'idées portant sur le politique et le social, mais plutôt de l'envisager comme « une *rationalité politique*, c'est-à-dire la rencontre d'une certaine forme de raison, avec un art particulier de gouverner »[7]. En effet, si le néolibéralisme repose sur des théories économiques qui visent à créer un espace de marché où les principes de concurrence ne sont pas entravés, il tire son pouvoir effectif de la *gouvernementalité* qui accompagne ces

---

5 LAMBERT, Louise, « Au cœur de la dynamique du capitalisme », FTU, Etude n°2, Décembre 2024.

6 FOUCAULT, Michel, « Il faut défendre la société, cours au Collège de France (1975-1976) », Paris, Gallimard/Seuil,1997, p.36-37

7 SIMON, Saskia & PICCOLI, Emmanuelle, Présentation. « Effets et perspectives de la rationalité néolibérale », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, vol.49, 2018.p.3

théories.

Pour Foucault *la gouvernementalité* est « l'ensemble constitué par les institutions, les procédures, analyses et réflexions, les calculs et les tactiques qui permettent d'exercer cette forme bien spécifique, quoique très complexe de pouvoir, qui a pour cible principale la population, pour forme majeure de savoir l'économie politique, pour instrument technique essentiel les dispositifs de sécurité »[8]. Foucault considère ainsi l'Etat moderne non pas comme une institution mais comme une *technologie générale de pouvoir* qui a pour cible la *population*, une population qu'il s'agit de développer et d'organiser, au travers du savoir statistique notamment. Par des mesures incitatives, préventives ou correctrices, il ne s'agit plus de discipliner l'individu mais de le *réguler*. La *gouvernementalité* peut être ainsi considérée comme une *conduite des conduites* c'est-à-dire une pratique qui vise à modeler, guider, influencer la conduite des individus, jusqu'à amener ceux-ci à s'auto-réguler. De ce fait, le néolibéralisme tend « à structurer et organiser, non seulement l'action des gouvernants, mais jusqu'à la conduite des gouvernés eux-mêmes de façon à faire du marché concurrentiel la norme et l'idéologie de l'ensemble des rapports sociaux »[9]. On peut se demander quelles sont les raisons qui poussent une population à accepter de s'auto-réguler. Pour Foucault, c'est parce qu'elle passe avec l'Etat un pacte de sécurité qui la garantit contre les incertitudes et les accidents de la vie.

> Vous êtes malade ? Vous aurez la Sécurité sociale ! Vous n'avez pas de travail ? Vous aurez une allocation de chômage ! Il y a un raz- de- marée ? On créera un fonds de solidarité ! Il y a des délinquants ? On va vous assurer leur redressement, une bonne surveillance policière[10].

Avec le néolibéralisme, les dispositifs de sécurité ont pour objet de favoriser une plus libre circulation des biens et des personnes, conformément aux préceptes économiques néolibéraux, tout en garantissant la sécurité des populations. Dans les Etats occidentaux, la notion de sécurité connaîtra une inflation discursive sans précédent à partir les attentats du 11 septembre 2001. Ces discours s'accompagneront d'engagement des Etats membres de l'Union Européenne à augmenter progressivement leurs capacités militaires, ce qui confirme la pertinence de l'analyse de Foucault.

LE MARCHE CONCURRENTIEL AU CŒUR DES RAPPORTS SOCIAUX

Foucault propose une matrice conceptuelle pour penser le néolibéralisme. Il faut cependant éviter de tomber dans l'écueil de considérer que le néolibéralisme est un appareil cohérent, capable à lui seul de prédéterminer les changements sociaux de manière univoque. Au contraire, il s'agit plutôt de regarder l'extrême diversité de ses formes et résultats qui dépendent des moments et contextes de réception ainsi que des réactions des acteurs et actrices (accommodement, opposition, enthousiasme, …). C'est précisément parce que le néolibéralisme est tellement diversifié qu'une

---

8 FOUCAULT, Michel, « Naissance de la biopolitique, cours au Collège de France (1978-1979) », Paris, Gallimard/Seuil, 2004a, p.111-112

9 SIMON, S. & PICCOLI, E., *op.cit.*, p.3.

10 FOUCAULT, Michel, « Michel Foucault, la sécurité et l'Etat », *Dits et Ecrits III*, n° 213, 1977, p.385

approche anthropologique est utile pour épingler, en prenant appui sur le cadre théorique proposé par Foucault, des caractéristiques récurrentes du néolibéralisme, lorsque celui-ci est à l'œuvre. C'est à ce travail que s'attèlent les anthropologues Saskia Simon et Emmanuelle Piccoli[11] en observant tout autant comment les politiques publiques imposent la rationalité néolibérale que la façon dont les acteur·ices subalternes se la réapproprient en l'altérant, la défaisant, la relançant. Par ce travail d'observation, Simon et Piccoli identifient trois caractéristiques majeures de la rationalité néolibérale.

La première caractéristique consiste à placer *le marché comme norme principale du fonctionnement social*, afin que toutes les sphères de la société fonctionnent selon la rationalité marchande. Dans cette perspective, l'être humain est envisagé dans l'ensemble de ces comportements et interactions comme un *Homo economicus*, c'est-à-dire un individu qui agit en posant des choix rationnels, basés sur le calcul, dans le but d'obtenir un maximum de satisfaction, en engageant un minimum de dépense, à l'instar de n'importe quel agent économique.

La seconde caractéristique de la rationalité néolibérale est de placer *le principe de concurrence* au cœur du marché. Mais, contrairement aux théories keynésiennes qui ont dominé les trente glorieuses et qui considéraient que l'égalité des parties était nécessaire pour maintenir le jeu de la concurrence, le néolibéralisme considère que les inégalités produites par la concurrence sont naturelles et nécessaires. Ainsi donc, « ce virage doctrinal instaure l'inégalité entre gagnants et perdants[12] » et la rend légitime au point d'en faire une nouvelle norme. Ce principe de concurrence s'accompagne d'une vision anthropologique particulière de l'être humain où celui-ci est sommé de développer la faculté entrepreneuriale dont il serait naturellement doté. Dans ce contexte, il est nécessaire de supprimer les solidarités collectives et l'interventionnisme de l'Etat qui font obstacle au développement maximal de cette capacité entrepreneuriale.

La troisième caractéristique concerne les *relations entre Etat et entreprise privée*. Alors que jusqu'à l'avènement du néolibéralisme, c'était l'Etat qui encadrait les pratiques entrepreneuriales, désormais, c'est la logique entrepreneuriale qui encadre l'Etat. Les relations entre ces deux entités sont ainsi inversées. Le néolibéralisme ne cherche pas à faire disparaitre l'Etat mais plutôt à mettre celui-ci à son service. L'Etat est désormais chargé de réguler la société et les individus pour qu'ils soient conformes aux préceptes de la rationalité néolibérale. Ce faisant, il institue une nouvelle pratique de gouvernement, calqué sur les valeurs et procédures de l'entreprise capitaliste. Ce nouveau mode de gouverner s'appuie sur des dispositifs bureaucratiques issus de l'entreprise privée : logique de projets, d'indicateurs, de certification, de quantification, … Ces standards sont appliqués aux services publics, aux associations et aux individus qui doivent ainsi s'y conformer. Cette bureaucratie néolibérale basée sur le chiffre brouille les frontières entre secteur privé et secteur public, et gomme les spécificités de ce dernier. Elle s'impose comme un lieu d'exercice du pouvoir car, en réformant par petites touches apparemment anodines l'action publique et associative, elle crée un dispositif de domination et d'obéissance qui

11 SIMON, S. & PICCOLI, E., *op.cit.*.

12 *Ibid.*, p.5

amène au marché des espaces sociaux qui lui échappaient[13].

On le voit, en faisant du marché la norme principale du fonctionnement social, en basant le principe de concurrence sur l'inégalité des parties, en mettant l'Etat au service de la logique de l'entreprise privée, le néolibéralisme instaure une nouvelle manière de gouverner les populations, basée sur de nouveaux savoirs (l'économie politique) et de nouvelles techniques de pouvoir (normes juridiques, néomanagement, bureaucratisation). Ces nouvelles manières de faire ne sont pas sans conséquences. Pour Simon et Piccoli, bien que les politiques néolibérales n'annoncent jamais avoir pour objectifs les effets pointés ci-dessous, la récurrence de ceux-ci interroge. Nous en distinguerons quatre.

LOGIQUE DE RESPONSABILISATION

La rationalité néolibérale développe une vision spécifique des êtres humains. Ceux-ci seraient avant tout des individus libres, autonomes et entrepreneurs d'eux-mêmes, capables et responsables de régler les problèmes auxquels ils sont confrontés. S'ils sont au centre de l'attention néolibérale, c'est parce c'est sur eux que repose le bon fonctionnement du marché. La logique de responsabilisation est au cœur de cette vision. En effet, les politiques néolibérales n'interrogent jamais le cadre macro-économique et social qui crée les précarités, celui-ci est posé comme naturel, alors que l'accent est mis sur la responsabilité des individus et sur celle des organisations de la société civile.

Cette logique de responsabilisation s'est développée dès les années 1980 alors que les politiques d'ajustement structurels ont été imposées par les institutions internationales (FMI, BM) aux Etats du Sud, comme réponse à leur dette publique. Au fur à mesure que ces politiques d'ajustement structurels détricotaient les services publics et livraient des pans entiers de biens publics aux mains du marché, les institutions internationales se concentraient sur les populations précarisées par ces ajustements en développant des programmes de *lutte contre la pauvreté*. Avec ceux-ci, il ne s'agissait pas de s'attaquer aux inégalités structurelles, engendrées ou décuplées par le néolibéralisme, mais de se centrer sur la gestion des précarités, bientôt envisagée comme une gestion des précaires, devant faire l'objet de politiques d'*empowerment*. Cette logique de responsabilisation s'est étendue aux politiques d'aide sociale des pays du Nord dès les années 1990, avec l'émergence en Belgique de l'Etat social actif et de sa politique d'activation des chômeur·ses.

Les individus ne sont cependant pas les seuls à être soumis à la logique de responsabilisation de la rationalité néolibérale. Les organisations de la société civile doivent également s'y plier. En effet, alors que les politiques néolibérales dérégulent les protections sociales accordées aux personnes, les organisations de la société civile prennent le relais de l'Etat défaillant et acquièrent dès lors une nouvelle importance en tant qu'intermédiaires entre le marché et les individus. A ce titre, elles sont invitées, d'une part, à développer l'*empowerment* et la participation de ceux-ci afin

[13] Ce processus de bureaucratisation est disséqué par Luc Boltanski et Eve Chiapello dans *Le nouvel esprit du capitalisme* (1999). Leur analyse est présentée dans MORDANT Anne-France, *Dimension culturelle du capitalisme-1. Un « esprit » pour justifier le capitalisme*, FTU, Analyse n°11, Décembre 2024.

qu'ils puissent répondre aux exigences de responsabilité posées par la gouvernementalité néolibérale, et, d'autre part, à soigner et à réparer les dégâts causés par les politiques de dérégulation néolibérales. Elles deviennent ainsi, selon la formulation de Michel Agier, *la main gauche de l'Empire*[14]. Ce rôle crucial des organisations de la société civile les place au cœur des attentions de la gouvernementalité néolibérale qui, par des politiques publiques d'encadrement et de financement, veille, en remodelant leurs subjectivités et leurs pratiques, à ce qu'elles s'imprègnent des valeurs et méthodes néolibérales, ce qui permet à terme de désamorcer leur potentiel critique et de les normaliser.

NORMALISATION ET EXCLUSION

La normalisation des expériences qui vise à ce que pratiques et subjectivités s'accordent à la rationalité néolibérale s'effectue au travers de l'action conjointe des techniques de management et des processus de bureaucratisation. En effet, les techniques de management développent des pratiques d'évaluation fondées sur des critères d'efficacité, d'efficience et de qualité qui conduisent à standardiser les discours et pratiques des personnes et des organisations. Cette standardisation s'effectue au moyen de procédures qui entrent bien souvent en concurrence avec leurs intérêts et rationalités propres. A terme, techniques de management et bureaucratisation produisent des sujets dociles et utiles au marché. Ayant intégré les impératifs de compétitivité et de performance, individus et organisations sont désormais *entrepreneurs d'eux-mêmes*, susceptibles d'assumer les responsabilités que leur délèguent les Etats soumis à la logique de marché.

Ce processus de normalisation a également pour effet de créer une norme duelle qui classe d'un côté les « bons » individus et les « bonnes » organisations, celles et ceux qui ont été capables de se soumettre aux impératifs néolibéraux et de l'autre, les « mauvais » individus et les « mauvaises » organisations, qui ont échoué ou on fait preuve de rébellion face aux injonctions du néolibéralisme. Quel est alors le sort réservé aux perdant·es de ce système hautement concurrentiel ? Pour Simon et Piccoli, les perdant·es sont « rendus invisibles : soit ils sont abandonnés à la mort loin des yeux des bons sujets néolibéraux (par exemple en mer méditerranée ou dans le désert américano-mexicain), soit ils sont cachés derrière des murs »[15]. En effet, « l'Etat pénal qui enferme si facilement les précaires, les fragiles et les pauvres est à considérer comme une partie intégrante du néolibéralisme, une manière de gérer la marginalité face à la dérégulation et à la diminution de la protection sociale. Il est le complément indispensable des logiques de normalisation et de responsabilisation »[16].

MANAGÉRIALISATION DE LA SOCIÉTÉ ET DÉPOLITISATION

Simon et Piccoli le soulignent, si le néolibéralisme responsabilise, normalise et exclut, il a également un effet dépolitisant. Le terme de *gouvernance* joue un rôle central dans ce processus de dépolitisation. En effet, ce terme issu de la sphère

---

14 AGIER, Michel, « La main gauche de l'empire », *Multitudes*, 11/1, p. 67-77.

15 SIMON, S. & PICCOLI, E., *op.cit.,* p.12-13

16 *Ibid.*

entrepreneuriale s'est imposé dans la sphère publique en se substituant peu à peu au terme de *politique*. Or la *politique* est par nature conflictuelle, alors que la *gouvernance* se présente comme un ensemble de procédés techniques neutres et efficaces. Si la *politique* se concentre sur les programmes et les visions de société, la *gouvernance* traite de techniques et d'outils :

> La *bonne gouvernance* devient celle qui respecte les *bonnes procédures*. Les principes disparaissent et les procédures deviennent une fin en soi. De cette manière, la gouvernance érige le management - présenté comme une activité purement instrumentale et transposable quel que soit le domaine de la société, secteur public compris - au rang de principe politique[17].

La vie publique est ainsi réduite à la mise en place de réglementations, de procédures et de programmes, ne laissant que très peu de place à la délibération sur les finalités et les valeurs partagées. Cette mutation managériale de la société, par son effet dépolitisant, s'attaque aux fondements-mêmes de nos démocraties. Dans ce *régime biopolitique*, caractéristique de la gouvernementalité néolibérale théorisée par Foucault, l'Etat ne gouverne plus des sujets dotés de droits mais des corps vivants dont il s'agit d'assurer la survie. A la logique des droits se substitue une logique compassionnelle qui s'est donnée à voir tant dans la gestion de la crise de la COVID 19 que dans les évolutions des politiques autour de l'accueil des réfugié·es :

> Le progressif passage d'une régularisation par les droits citoyens à une régularisation par le corps souffrant donne à comprendre comment la question des réfugiés est progressivement pensée non plus en termes politiques, mais en termes humanitaires : le crédit accordé au corps souffrant devient supérieur au crédit accordé au corps menacé et le droit à la vie se déplace du politique vers l'humanitaire [18].

Si, pour Foucault, ce *régime biopolitique* se sur-impose sur le *régime disciplinaire* antérieur, il ne le fait cependant pas disparaître. C'est pourquoi la logique du corps souffrant coexiste avec celle du sujet de droits.

DE-DÉMOCRATISATION DES SOCIÉTÉS ET MONTÉE DES POPULISMES

Mutation managériale de la vie publique et logique compassionnelle ont des effets dépolitisants. Cette dépolitisation contribue à ce que la philosophe américaine Wendy Brown appelle la *dé-démocratisation* des sociétés. Dans *Défaire le Dèmos*[19], elle avance que « le néolibéralisme ne s'est pas contenté d'imprégner des valeurs du marché la signification et le contenu de la démocratie, il s'est attaqué aux principes, pratiques, cultures, sujets et institutions de la démocratie comprise comme gouvernement par le peuple »[20]. Par l'exigence de mise en concurrence généralisée qui le caractérise, le néolibéralisme sape des éléments essentiels de la démocratie tels que la souveraineté populaire, les principes de libre expression et de délibération, le partage du pouvoir, la citoyenneté basée sur des droits. Le principe de concurrence reconfigure également

---

17 Ibid.

18 MAZZOCHETTI, Jacinthe, « Le corps comme permis de circuler. Du corps-héros au corps-souffrant dans les trajectoires migratoires et les possibilités de régularisation », Parcours anthropologique, n°9, 2014, p.149.

19 BROWN, Wendy, « Défaire le Dèmos. Le néolibéralisme, une révolution furtive », Paris, Editions Amsterdam, 2018.

20 BROWN, W., *op. cit.*, p.9

la vie politique, car, en normalisant l'existence de gagnant·es et de perdant·es, il s'attaque au principe de justice démocratique basé sur l'égalité.

Quant aux individus, considérés non plus comme des citoyens mais comme du *capital humain*, ils vivent l'angoisse de leur propre échec, dont ils sont désormais tenus responsables. Cette dépréciation majeure de la condition citoyenne est corrélative de la transformation des structures étatiques qui mesurent désormais le bonheur des personnes à la seule aune des critères économiques. Avec le triomphe de l'Etat néolibéral et de la figure de *l'homo economicus* qui envisagent tous les aspects de la vie dans une logique marchande, le sujet politique constitutif de la démocratie est invisibilisé voire étouffé. Pour Brown, il y a, de surcroit, un lien direct entre le néolibéralisme et la montée des populismes aux Etats-Unis et en Europe : « le déclin des conditions de vies, des retraites, de la stabilité, de l'emploi, la destruction des syndicats, le déchaînement du capital, le nivellement par le bas des salaires et des recettes publiques, tout ceci engendre en effet une colère populiste »[21]. Mais au lieu de se tourner vers le néolibéralisme et les politiques économiques mises en place sous son influence, cette colère populiste se retourne contre la politique allant jusqu'à remettre en cause la démocratie. Pour la philosophe américaine, la montée au pouvoir de Trump est parfaitement exemplative de cette logique :

> C'est là que la figure de Trump prend toute son importance. En effet, il n'est pas juste un autoritariste, il est aussi un homme d'affaires, et c'est en qualité d'homme d'affaires qu'il a été élu afin de remplacer la politique, de remplacer les politiciens tenus, aussi bien dans son discours que dans l'esprit de beaucoup de ses partisans, pour responsables de leur condition. Plutôt que d'y voir un désastre économique, plutôt que de voir le néolibéralisme tel qu'il est, on déplace plutôt le problème sur les immigrés, d'une part, et sur les politiciens, d'autre part, ces derniers étant accusés d'avoir truqué l'économie et d'avoir signé ce que Trump appelait des *bad deals*, au lieu de diriger le pays à la manière des gens d'affaires comme ils l'auraient dû.
>
> Trump n'est donc pas le signe d'une déroute du néolibéralisme, comme certains commentateurs l'ont suggéré, mais de son triomphe. Il est bien le produit du néolibéralisme en ce sens qu'il a réussi à mobiliser les électeurs afin d'éliminer la politique de la politique, afin d'y substituer une logique d'affaires, cela en pointant du doigt la démocratie elle-même comme s'il s'agissait d'un obstacle ou d'un empêchement à la gestion efficace et rationnelle du pays, et non d'une chose qu'il importe de préserver et dont on doit prendre soin. Tout ce qui se dresse sur la voie d'une gouvernance efficace de la nation – les règles, les procédures, la presse libre, les lois, le système judiciaire, ses adversaires au Congrès –, voilà ce que Trump qualifie de « politique ». Ce qui triomphe sous le régime de Trump, c'est bien le raisonnement néolibéral et son préjugé en faveur des affaires et d'un économicisme généralisé[22].

LE NEOLIBERALISME, UN PHENOMENE AUX FACETTES MULTIPLES

Dans cette analyse, nous avons cherché à comprendre ce qu'était le *néolibéralisme*. D'un point de vue économique, le néolibéralisme désigne un ensemble de doctrines,

---

21 BROWN, Wendy, « « Rien n'est jamais achevé » : un entretien avec Wendy Brown sur la subjectivité néolibérale », *Terrains/Théories* [En ligne], 6 | 2017, mis en ligne le 01 septembre 2017, consulté le 03 décembre 2024. URL : http://journals.openedition.org/teth/884 ; DOI : https://doi.org/10.4000/teth.884

22 Ibid.

théorisées dès les années 1930[23], qui seront appliquées au début des années 1980. Ces doctrines économiques dénoncent l'interventionnisme étatique et préconisent une économie de marché sans entrave qui passe par l'abaissement des salaires, des impôts et des taxes douanières, la diminution drastique des dépenses publiques et la privatisation des entreprises publiques.

Dès le milieu des années 1970, Michel Foucault développe une analyse philosophique du *néolibéralisme*. Dans cette analyse, il ne considère pas le *néolibéralisme* comme une idéologie (un ensemble d'idées portant sur le politique et le social) mais comme « une *rationalité politique*, c'est-à-dire la rencontre d'une certaine forme de raison, avec un art particulier de gouverner »[24]. La *gouvernementalité* néolibérale peut être ainsi considérée comme une *conduite des conduites* à savoir une pratique qui vise à modeler, guider, influencer la conduite des individus, jusqu'à amener ceux-ci à s'auto-réguler. Ce faisant, le néolibéralisme tend « à structurer et organiser, non seulement l'action des gouvernants, mais jusqu'à la conduite des gouvernés eux-mêmes de façon à faire du marché concurrentiel la norme et l'idéologie de l'ensemble des rapports sociaux »[25].

En 2018, les anthropologues belges Saskia Simon et Emmanuelle Piccoliont brossé les caractéristiques du néolibéralisme à l'œuvre, en s'appuyant sur leurs propres travaux et sur ceux de différent·es anthropologues contemporain·es qui analysent les effets de la rationalité libérale en Europe et dans les Pays du Sud dans des champs aussi différents que celui du travail, de la santé, de l'aide sociale et humanitaire, des politiques migratoires et des politiques d'enfermement. Simon et Piccoli épinglent trois caractéristiques majeures de la *rationalité néolibérale* : le marché concurrentiel est érigé en norme principale du fonctionnement social ; le principe de concurrence se base sur l'inégalité des parties et légitimise de fait le principe d'inégalité *;* l'Etat est mis au service de la logique de l'entreprise privée. Ce faisant, le néolibéralisme instaure une nouvelle manière de gouverner les populations, qui n'est pas sans conséquences.

Trois types d'effets du néolibéralisme sont pointés par Simon et Piccoli. Tout s'abord, la logique de responsabilisation des individus et des organisations de la société civile procède à l'effacement de la dimension structurelle des inégalités, au profit d'une gestion des pauvres et des précaires, qu'il s'agit de soumettre à des programmes d'*empowerment*. Ensuite, la normalisation des expériences des individus et des organisations, qui s'effectue au travers de l'action conjointe des techniques de management et des processus de bureaucratisation, a pour effet de formater les pratiques et les subjectivités pour qu'elles s'accordent à la rationalité néolibérale. Ce processus de normalisation a également pour effet de créer une norme duelle, qui classe d'un côté les individus et les organisations qui ont été capables de se soumettre aux impératifs néolibéraux et de l'autre, celles et ceux qui ont échoué ou se sont montrés rebelles aux injonctions du néolibéralisme. Les perdant·es sont voué·es à l'exclusion, l'invisibilisation ou à l'enfermement par l'Etat pénal. Enfin, les processus de responsabilisation et de normalisation contribuent à une dépolitisation

23 Voir les travaux de F. Hayek, W.Lippmann, L. Rougier ou plus tard M. Friedman

24 SIMON, S. & PICCOLI, E., op.cit., p.3.

25 Ibid.

généralisée des rapports sociaux et du champ politique lui-même. En effet, si le processus de responsabilisation mène à l'effacement des inégalités structurelles qui conditionnent les rapports sociaux, la normalisation mène à une mutation managériale du champ politique. Au sein de celui-ci, les finalités et conflictualités sont effacées au profit d'une attention portée sur l'implémentation de programmes et de procédures devant suivre les règles de la *bonne gouvernance*.

Cette mutation managériale s'inscrit dans un *régime biopolitique* où il ne s'agit plus de gouverner des sujets de droit mais des corps vivants, ce qui conduit à une inflation de la logique compassionnelle, centrée sur les corps souffrants, au détriment de la logique politique et citoyenne, centrée sur les droits humains. Cette dépolitisation généralisée contribue ainsi, à son tour, à une dé-démocratisation des sociétés. Comme l'analyse Wendy Brown, par l'exigence de mise en concurrence généralisée qui le caractérise, le *néolibéralisme* s'attaque au principe de justice démocratique basé sur l'égalité et conduit à une dépréciation majeure de la condition citoyenne. Pour Brown, il y a, de surcroit, un lien direct entre le néolibéralisme et la montée des populismes : la figure de Trump, qui vise à éliminer la politique du champ politique au profit d'une logique d'affaire, est ainsi exemplaire du triomphe du *néolibéralisme*.

Le néolibéralisme, tel que décrit dans cette analyse, semble implacable, total, écrasant. Et pourtant, de partout, des voix s'élèvent pour penser la critique, pour la mettre en œuvre dans des actions collectives ou des pratiques de résistances. Si, à l'état actuel, cette contestation peine à entraver le néolibéralisme, il est important de la documenter pour alimenter ses réseaux et créer le contre-pouvoir de demain. C'est aussi à cela que s'attache le travail de la FTU.

Anne-France MORDANT

Chargée de mission à la FTU

Protection de la propriété intellectuelle : la FTU utilise le système de licences et de partage des connaissances Creative Commons
http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/be/deed.fr

Les notes d'éducation permanente sont mises à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage à l'Identique 3.0 non transposé.
Les autorisations au-delà du champ de cette licence peuvent être obtenues auprès de christine.steinbach@ftu.be

FTU – Association pour une Fondation Travail-Université

Chaussée de Haecht, 579
1030 Bruxelles
+32-2-2463851

Site éducation permanente : www.ftu.be

Éditrice responsable : Dominique Decoux

Avec le soutien de la FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES